



Projet

Loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (Loi sur l'aide aux victimes, LAVI)

Modification du ...

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu le message du Conseil fédéral du ...¹,
arrête:*

I

La loi du 23 mars 2007 sur l'aide aux victimes² est modifiée comme suit :

Art. 1, al. 4

⁴ Le droit à l'aide aux victimes existe, que la victime ait dénoncé pénalement l'infraction ou non.

Art. 8, al. 1 et 3

¹ Les cantons font connaître l'aide aux victimes.

³ L'al. 2 s'applique par analogie aux proches de la victime.

Art. 12, al. 2

² Lorsqu'un centre de consultation reçoit un avis conformément à l'art. 8, al. 2 ou 3, de la présente loi, aux art. 305, al. 3 ou 4, ou 330, al. 3, du code de procédure pénale³ ou à l'art. 84b, al. 3 ou 4, de la procédure pénale militaire du 23 mars 1979⁴, il prend contact avec la victime ou ses proches.

Art. 14, al. 1

¹ Les prestations comprennent :

RS

1 FF 2025 ...

2 RS 312.5

3 RS 312.0

4 RS 322.1

- a. l'assistance médicale, médico-légale, psychologique, sociale, matérielle et juridique appropriée dont la victime et ses proches ont besoin à la suite de l'infraction et qui est fournie en Suisse;
- b. un hébergement pour la victime et ses proches si nécessaire.

Art. 14a Assistance médicale et médico-légale

¹ Les cantons veillent à ce que les victimes et leurs proches puissent s'adresser à un service qui fournit des prestations spécialisées dans le domaine de l'assistance médicale et médico-légale.

² L'assistance médicale et médico-légale comprend notamment :

- a. les examens et les soins médicaux nécessaires ;
- b. l'établissement de la documentation médico-légale des blessures et des traces ;
- c. la conservation de la documentation et des traces.

³ Les cantons règlent la durée de conservation de la documentation et des traces.

Art. 14b Offre d'hébergements

¹ Les cantons veillent à ce qu'il y ait des hébergements d'urgence et des hébergements transitoires pour la victime et ses proches.

² Ils tiennent compte des besoins particuliers des différentes catégories de victimes.

II

¹ La présente loi est sujette au référendum.

² Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.